



0Affaire suivie par :

Florian RODRIGUEZ  
Domaine Informatique & Electronique  
Tél. : 01 69 26 64 06  
Courriel : [florian.rodriquez@cea.fr](mailto:florian.rodriquez@cea.fr)

**REALISATION DE COFFRETS GIROUX**

**Projet de Marché CEA/DIF n° DIE-B24-09498-FR**

**ENTRE :**

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »  
d'une part,

**ET :**

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »  
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

**TABLE DES MATIERES**

<b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXPEDITION.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 9 - RECEPTION ET GARANTIE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 10 - MONTANT - REGIME FISCAL .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 12 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DE L'INFORMATION .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 14 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 15 - PENALITES.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 16 - RESILIATION .....</b>	<b>13</b>
<b>ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES .....</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....</b>	<b>15</b>

**ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché à bons de commandes définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de coffrets GIROUX, ci-après désignée « les Prestations », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel (91).

Ces Prestations seront réalisées pour le compte du Département Analyse, Surveillance, Environnement (DASE).

**ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES**

- 2.1** Les dispositions du présent marché et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :
- le Cahier des Charges référencé CEA/DIF/DASE/STMG DO 95 du 25/07/25 et le dossier de fabrication,
  - les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
  - à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXX du XX/XX/XXXX.
- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

**ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS**

Les Prestations se décomposent en :

- une part ferme :
  - poste 10 : analyse et mise à jour des dossiers de conception et de fabrication,
  - poste 20 : étude d'obsolescence,
  - poste 30 : réalisation du banc de test et procédure de recette et fabrication de la tête de série « Coffret Giroux », avec conditionnement et livraison,
  - poste 40 : réalisation d'une présérie de 9 coffrets, avec conditionnement et livraison,
- une part optionnelle :
  - poste 50 (option 1) : réalisation d'une série de 50 coffrets, avec conditionnement et livraison,
  - poste 60 (option 2) : réalisation d'une série de 30 coffrets, avec conditionnement et livraison,
  - poste 70 (option 3) : réalisation d'une série de 20 coffrets, avec conditionnement et livraison,
  - poste 80 (option 4) : réalisation d'un second banc de test à destination du CEA,
  - poste 90 (option 5) : tests CEA pour 1 coffret chez le Titulaire,
  - poste 100 (option 6) : tests CEA pour 5 coffrets chez le Titulaire,
  - poste 110 (option 7) : tests CEA pour 9 coffrets chez le Titulaire,
  - poste 120 (option 8) : tests CEA pour 10 coffrets chez le Titulaire.

Le cas échéant, la levée d'une ou des options seront notifiées par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 15 jours avant la date de démarrage de l'option.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si la (les) option(s) ne sont pas levées par le CEA.

## **ARTICLE 4 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **4.1 Responsabilité - Lieu d'exécution**

Les Prestations, objet du présent marché, seront exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans ses locaux.

### **4.2 Réunions de suivi**

La réalisation des Prestations donnera lieu à des réunions entre les responsables désignés par chacune des Parties. A l'issue de chaque réunion, le Titulaire établira un compte rendu transmis au CEA, pour approbation préalable avant diffusion.

Les réunions prévues au titre du présent marché sont les suivantes :

- une réunion d'enclenchement, avec compte-rendu transmis dans les 7 jours ouvrés,
- un premier point d'arrêt, avec support transmis dans les 4 jours ouvrés,
- un second point d'arrêt, avec support transmis dans les 4 jours ouvrés,
- des réunions de suivi a minima bimestrielles, avec compte-rendu transmis dans les 5 jours ouvrés.

## **ARTICLE 5 - DOCUMENTS A REMETTRE**

### **5.1 Le Titulaire s'engage au titre du présent marché, à remettre au CEA les documents suivants :**

- au titre du poste 10 :
  - Documentation nécessaire au démarrage de la prestation,
  - Rapport de présentation du système qualité,
  - Planning prévisionnel de remise des livrables,
  - Planning global de la prestation,
  - Compte rendu de la réunion d'enclenchement,
  - Fourniture de la liste des modifications proposées par le Titulaire,
  - Remise des dossiers de conception et de fabrication mis à jour pour les coffrets GIROUX (incluant la nomenclature, les plans mécaniques, les schémas électroniques, les schémas de câblage),
  - Rapport/Support projet point d'arrêt « Synthèse Analyse Dossiers »,
  - Support et compte-rendu définitif du point d'arrêt « Synthèse Analyse Dossiers »,
  - Comptes rendus « Réunions de suivi »,
- au titre du poste 20 :
  - Rapport de l'étude d'obsolescence,
  - Support finalisé de l'étude d'obsolescence et, le cas échéant, de l'étude immédiate,
  - Comptes rendus « Réunions de suivi »,

- au titre du poste 30 :
  - Procédure de test (recette) du coffret Giroux,
  - Rapport de tests fonctionnels tête série,
  - Certificat de conformité tête de série,
  - Datasheet tête de série,
  - Fiche de garantie du produit,
  - L'attestation du fabricant certifiant l'absence de produit/composant dangereux,
- au titre du poste 40 :
  - Rapport de tests fonctionnels présérie,
  - Certificat de conformité présérie,
  - Datasheet présérie,
  - Fiche de garantie du produit,
  - L'attestation du fabricant certifiant l'absence de produit/composant dangereux,
  - Le procès-verbal de réception signé contradictoirement sans réserve par le CEA,
- au titre des postes 50 à 70 (options 1 à 3) :
  - Rapport de tests fonctionnels,
  - Certificat de conformité,
  - Datasheet,
  - Fiche de garantie du produit,
  - L'attestation du fabricant certifiant l'absence de produit/composant dangereux,
  - Le procès-verbal de réception signé contradictoirement sans réserve par le CEA pour chaque poste correspondant,
- au titre des postes 80 à 120 (options 4 à 8) :
  - Procès-verbal de recette pour chaque poste correspondant.

**5.2** Les documents remis au CEA devront être fournis à la fois sur support papier (un original et une copie) et informatique, en langue française. Des duplications de fichiers devront pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.

**5.3** Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent marché ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

## **ARTICLE 6 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- pour le CEA : XXXXXXXXXX Tél : XX XX XX XX XX,
- pour le Titulaire : XXXXXXXXXX Tél : XX XX XX XX XX.

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

**ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage de la prestation concernée, la demande d'acceptation du sous-traitant accompagnée des documents afférents (formulaire transmis sur simple demande adressée au Bureau des Affaires Commerciales).

**ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXPEDITION**

Les Prestations seront livrées frais de gestion, de port et d'emballage inclus, assurance comprise sur le site du CEA/DIF à Bruyères-le-Châtel (91).

Les livraisons partielles ne seront pas acceptées sauf accord express du CEA.

Les informations suivantes doivent figurer sur le colis :

- le numéro de la commande (4600xxxxxx) ;
- l'adresse de livraison :

**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE**  
**Domaine du Grand Rué – Bruyères-le-Châtel**  
**A l'attention de XXX**  
**DASE**  
**91297 ARPAJON CEDEX**  
**FRANCE**

Les horaires de livraison pour l'établissement CEA/DIF sont de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h00, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

**ARTICLE 9 - RECEPTION ET GARANTIE**

Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 2 au présent marché).

**ARTICLE 10 - MONTANT - REGIME FISCAL****10.1 Montant**

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de <mois et année de remise de l'offre>, est plafonné à la somme de <XX,XX> € HT (<XXXX> EUROS HORS TAXES), franco de port et d'emballage, toute sujétion incluse.

Ce montant est calculé sur la base des coûts unitaires forfaitaires et fermes indiqués en annexe 1 du présent marché. Il est estimatif et ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du

CEA. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

## 10.2 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à TVA.

## ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 10 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de **<mois et année de remise de l'offre>**.

Ils sont révisibles annuellement au mois de **<mois anniversaire du marché>**. Un mois avant cette échéance, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des affaires commerciales (BACO) du CEA/DIF une nouvelle proposition de prix pour l'année suivante, qui pourra faire l'objet d'une négociation.

En tout état de cause, si les Parties ne parvenaient pas à un accord, les prix seraient révisés dans la limite maximale de la formule suivante :

$P = P_0 (0,15 + 0,85 (I_{CHTrevTS} / I_{CHTrevTS_0}))$
---

dans laquelle :

P = prix révisé,

P<sub>0</sub> = prix initial

I<sub>CHTrevTS</sub> = valeur de l'indice ICHTrev-TS Activités spécialisées, scientifiques et techniques, publié par l'INSEE, connu à la date de révision,

I<sub>CHTrevTS<sub>0</sub></sub> = valeur de l'indice ICHTrev-TS Activités spécialisées, scientifiques et techniques, publié par l'INSEE, pour le mois de **<mois et année de remise de l'offre>**, puis la dernière valeur retenue lors de la dernière révision de prix.

Au cas où les dispositions du présent article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Dans le cas où le jeu de la formule conduirait à une augmentation supérieure à 3 % l'an, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

## **ARTICLE 12 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

### **12.1 Conditions de facturation**

#### *12.1.1. Formalisme de la facturation*

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : DIF-D,
- le n° complet du présent marché soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. annexe 1).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

#### *12.1.2. Règlement des factures*

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

### **12.2 Conditions de paiement**

Le montant du présent marché sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

- postes 10 : 100 % du montant HT du poste à la réception des livrables concernés prononcée sans réserves par le CEA, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties,
- poste 20 : 100 % du montant HT du poste à la réception des livrables concernés prononcée sans réserves par le CEA, sur procès-verbal signé contradictoirement par les Parties,
- poste 30 :
  - 30 % du montant HT du présent marché à la constatation de la constitution des approvisionnements principaux dûment individualisés au nom du CEA et contrôlés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
  - 70 % du montant HT du présent marché à la réception prononcée sans réserves par le CEA des livrables et de la tête de série « Coffret Giroux », sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- poste 40 :
  - 30 % du montant HT du présent marché à la constatation de la constitution des approvisionnements principaux dûment individualisés au nom du CEA et contrôlés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,



- 70 % du montant HT du présent marché à la réception prononcée sans réserves par le CEA de la présérie de 9 « Coffrets Giroux », sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- poste 50 (option 1) :
  - 30 % du montant HT du présent marché à la constatation de la constitution des approvisionnements principaux dûment individualisés au nom du CEA et contrôlés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
  - 70 % du montant HT du présent marché à la réception prononcée sans réserves par le CEA de la présérie de 50 « Coffrets Giroux », sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- poste 60 (option 2) :
  - 30 % du montant HT du présent marché à la constatation de la constitution des approvisionnements principaux dûment individualisés au nom du CEA et contrôlés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
  - 70 % du montant HT du présent marché à la réception prononcée sans réserves par le CEA de la présérie de 30 « Coffrets Giroux », sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- poste 70 (option 3) :
  - 30 % du montant HT du présent marché à la constatation de la constitution des approvisionnements principaux dûment individualisés au nom du CEA et contrôlés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
  - 70 % du montant HT du présent marché à la réception prononcée sans réserves par le CEA de la présérie de 20 « Coffrets Giroux », sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- poste 80 (option 4) :
  - 30 % du montant HT du présent marché à la constatation de la constitution des approvisionnements principaux dûment individualisés au nom du CEA et contrôlés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
  - 70 % du montant HT du présent marché à la réception prononcée sans réserves par le CEA des livrables et de la tête de série « Coffret Giroux », sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- postes 90 à 120 (options 5 à 8) :
  - 100 % du montant HT du présent marché à la réception prononcée sans réserves par le CEA des Prestations, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

## **ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DE L'INFORMATION**

**13.1** Le Titulaire s'engage à protéger la confidentialité des informations ou supports du CEA dans les conditions définies à l'article 11 des CGA. Les informations ou supports du CEA portant les mentions « diffusion limitée » ou « confidentiel + portée<sup>1</sup> » sont des Informations Confidentielles.

**13.2** Si le Marché implique l'échange d'informations ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte » entre le CEA et le Titulaire, les conditions définies par les paragraphes infra s'appliquent.

Le Marché est un marché qui implique l'accès ou la détention d'Informations ou Supports Protégés (ISP) de niveau maximum Diffusion Restreinte, au sens de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'[Instruction](#) Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles, ainsi qu'au sens de de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »).

---

<sup>1</sup> La « Portée » vise à caractériser le domaine d'application ou la portée de la diffusion.

13.2.1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du Marché la protection des Informations ou Supports Protégés (ISP), qu'il sera amené à gérer dans le cadre de l'exécution du Marché.

13.2.2. Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
  - o de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »),
  - o de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles,
  - o de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »),
  - o des Dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte, référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188, dans leur version applicable.
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.

13.2.3. Le Titulaire s'engage à assurer la confidentialité des ISP, portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du Marché.

- Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation préalable écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit Marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties au Marché.

13.2.4. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel (non habilité) appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
  - o de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
  - o de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles.
- de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les ISP de niveau Diffusion Restreinte qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée (ou le cas échéant des personnels habilités) accèdent aux ISP. Le Titulaire s'engage à présenter au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus sur simple demande du CEA.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité des informations ou supports transmis par le CEA et à répercuter à ses personnels cette obligation de confidentialité.

13.2.5. Les échanges d'ISP de niveau Diffusion Restreinte par messagerie doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrage par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral ou « Zed » de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

S'agissant de la maîtrise des échanges et supports autorisés, les règles suivantes s'appliquent à tous les acteurs du Marché, le CEA, le Titulaire, y compris ses éventuels cotraitant(s) et/ou sous-traitant(s) :

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION LIMITEE OU CONFIDENTIEL + portée (ex « DIFFUSION ORDINAIRE »)
Messagerie électronique	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la sensibilité le nécessite (accord préalable CEA avant diffusion)
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, Wetransfer, Google Drive, etc...)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par le CEA DAM (OCSSI) Conteneur chiffré	
En attachement à un service externalisé (WebEx, etc...)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la sensibilité le nécessite (accord préalable CEA avant diffusion)
DVDrom ou CDrom		

13.2.6. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations du présent Marché est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA.

13.2.7. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

13.2.8. *Restitution des informations et supports :*

- A l'achèvement du Marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent Marché.
- Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde, à l'aide d'outils agréés par l'ANSSI.

13.2.9. Si dans le cadre de l'exécution du Marché, le Titulaire est amené à se rendre dans une zone CEA abritant des ISC, le CEA pourra mener préalablement une enquête administrative.

**ARTICLE 14 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION**

**14.1** Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification par le CEA. Le présent marché sera réputé terminé au parfait achèvement des Prestations.

**14.2** T0 correspondant à la date de la réunion d'enclenchement, l'exécution des Prestations s'effectuera selon le planning suivant :

POSTE	JALONS / T0	JALONS Tx	OBJET
Poste 20	T0 + 2 semaines	T1	Remise du rapport de l'étude d'obsolescence Point d'arrêt « Etude d'Obsolescence »
Poste 10	T0 + 5 semaines	T2	Fourniture de la liste des modifications proposées par le Titulaire
	T0 + 6 semaines		Positionnement (validation/refus) du CEA vis-à-vis des modifications proposées par le Titulaire
	T0 + 12 semaines	T3	Remise des dossiers de conception et de fabrication à jour pour les coffrets GIROUX (incluant la nomenclature, les plans mécaniques, les schémas électroniques, les schémas de câblage ...)
	T0 + 13 semaines	T4	Point d'arrêt « Synthèse Analyse Dossiers »
Poste 30	T0 + 25 semaines	T5	Réalisation du banc de test, de la procédure de recette et fabrication de la tête de série « coffret Giroux »
	T0 + 29 semaines		Réception procédure et banc de test – Livraison de la tête de série GIROUX
Poste 40	T0 + 41 semaines	T6	Fabrication et livraison de la présérie de 9 coffrets GIROUX
	T0 + 53 semaines		Réception par le CEA des 9 coffrets GIROUX
Poste 50	T <sub>levée Opt1</sub> + 6 mois max	T <sub>Opt1</sub>	Fabrication et livraison de 50 coffrets GIROUX
	T <sub>Opt1</sub> + 3 mois		Réception par le CEA des 50 coffrets GIROUX
Poste 60	T <sub>levée Opt2</sub> + 6 mois max	T <sub>Opt2</sub>	Fabrication et livraison de 30 coffrets GIROUX
	T <sub>Opt2</sub> + 3 mois		Réception par le CEA des 30 coffrets GIROUX
Poste 70	T <sub>levée Opt3</sub> + 6 mois max	T <sub>Opt3</sub>	Fabrication et livraison de 20 coffrets GIROUX
	T <sub>Opt3</sub> + 3 mois		Réception par le CEA des 20 coffrets GIROUX
Poste 80	T <sub>levée Opt4</sub> + 25 semaines	T <sub>Opt4</sub>	Réalisation du banc de test « Coffret Giroux »
Poste 90	T <sub>levée Opt5</sub> + 4 semaines	T <sub>Opt5</sub>	Mise à disposition du banc de test pour tests CEA pour 1 coffret chez le Titulaire
Poste 100	T <sub>levée Opt6</sub> + 4 semaines	T <sub>Opt6</sub>	Mise à disposition du banc de test pour tests CEA pour 5 coffrets chez le Titulaire
Poste 110	T <sub>levée Opt7</sub> + 4 semaines	T <sub>Opt7</sub>	Mise à disposition du banc de test pour tests CEA pour 9 coffrets chez le Titulaire
Poste 120	T <sub>levée Opt8</sub> + 4 semaines	T <sub>Opt8</sub>	Mise à disposition du banc de test pour tests CEA pour 10 coffrets chez le Titulaire

La date de la réunion d'enclenchement s'effectuera, au plus tard, 15 jours après la notification du présent marché.

**ARTICLE 15 - PENALITES**

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

**15.1 Retard d'exécution**

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Prestations, ou une des composantes des Prestations, dans les délais fixés aux articles 4.2 et 14 ci-dessus, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Le montant de la pénalité sera de 1/1000 (un pour mille) du montant plafonné hors taxes du présent marché par jour calendaire de retard constaté relativement aux délais précités.

**15.2 Mesure pour mauvaise exécution**

Si les Prestations ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Prestations, aux frais et risques du Titulaire.

**15.3 Application des pénalités**

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

**15.4 Caractère des pénalités**

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

**ARTICLE 16 - RESILIATION**

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,  
Le

Pour le CEA,  
Le

**ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES**



**ANNEXE 2 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION**

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n° .....

Lot/phase/période : .....

**Rejet (réception refusée) :**

le    /    /

**MOTIFS :**

**Ajournement (délais accordés pour intervenir) :**

le    /    /

**MOTIFS :**

**Réception validée :**

le    /    /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le : .....

Pour le CEA
<b><u>Visa(s)</u></b>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<b><u>Signature et cachet du CEA</u></b>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

Pour le Titulaire
<b><u>Visa(s)</u></b>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<b><u>Signature et cachet du Titulaire</u></b>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :